

2024

Ce qu'il faut questionner

Afin de mieux financer les organisations de femmes d'Afrique Centrale et de l'Ouest

PARLER D'ELLES
POLITCS4HER



À PROPOS DE APDL

L'association Parler D'Elles (APDL) est une association de plaidoyer de droit camerounais fondée en 2020 et opérationnelle depuis 2021. Notre mission c'est d'encourager la prise en compte des problématiques de genre lors de l'élaboration et la mise en œuvre de politiques privées et publiques au Cameroun et en Afrique francophone.

De manière opérationnelle, à travers son programme **Initiative pour l'Égalité et la Coopération en Francophonie** (IECF), l'association Parler D'Elles plaide pour un meilleur accès aux financements des organisations de femmes d'Afrique francophone.

L'IECF est une initiative indépendante de plaidoyer menée par la Société Civile Africaine, qui vise à promouvoir la diplomatie et la philanthropie féministes comme levier de développement en Afrique francophone et dans l'océan indien.

REMERCIEMENTS

Rédactrice en chef et chef d'équipe : Laetitia Tonye Loe

Auteurs : Laetitia Tonye Loe, Baltazar Atangana, Salma Larabi

Communication et conception : Adélaïde Kouanga, Baltazar Atangana

Ce qu'il faut questionner afin de mieux financer les organisations de femmes d'Afrique Centrale et de l'Ouest

Février 2024

Nous remercions chaleureusement tous les partenaires qui se sont associés à nous de la mobilisation, à l'édition de ce rapport, en passant par la mise en œuvre de l'enquête en ligne et l'analyse des données collectées.

il s'agit respectivement de Equipop, le REJEFEMAC, TCHOUWOURE, et Politics4Her.

Nous souhaitons particulièrement adresser nos pensées sincères à Nicolas Reynaud, Kaya Sy, Caroline Mveng, Renée Nwoes, Reyanath Toure, Jennifer Eloundou, Salma Larabi et Fara Taher.

Nous apprécions également le travail du secrétariat d'APDL et de l'équipe de volontaires de l'IECF menée par Baltazar Atangana.

Enfin nous remercions toutes les militantes et organisations qui ont pris part à chaque étape de la mobilisation et qui donnent un sens à notre travail au quotidien.



ENSEMBLE NOUS SOMMES
PLUS FORTES



CONTENUS

PARTIE 01 : MOBILISÉES POUR ÊTRE ÉCOUTÉES

P14

MOBILISATION AUTOUR DU SOMMET
POUR UN NOUVEAU PACTE FINANCIER
MONDIAL

ENQUÊTE EN LIGNE

PARTIE 02 : LES DEMANDES : EFFICACITÉ, ADAPTABILITÉ, REPRÉSENTATIVITÉ

P17

RECOMMANDATIONS
OPÉRATIONNELLES

RECOMMANDATIONS TELLES QUE
FORMULÉES PAR LES RÉPONDANTES DE
L'ENQUÊTE EN LIGNE

PARTIE 03 : QUESTIONNER LES PARADIGMES ET ATTITUDES DES BAILLEURS DE FONDS

P22

RISQUES, FLEXIBILITÉ
ET PRÉJUGÉS

TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ ET
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

SECTEUR PRIVÉ ET NOUVEAUX
MODÈLES ÉCONOMIQUES

ABRÉVIATIONS

APD : Aide Publique au Développement

IECF : Initiative pour l'Égalité et la
Coopération en Francophonie

FFC : Fonds pour les femmes congolaises.

NPF : Nouveau Pacte Financier Mondial.

OFACO : Organisations de Femmes
Francophones d'Afrique Centrale et de
l'Ouest.

RC : Renforcement des capacités

REJEFEMAC : Réseau des Jeunes
Féministes d'Afrique Centrale.

PRÉFACE

“Nous souhaitons attirer
l’attention des bailleurs de fonds
sur les difficultés marquées des
OFACO en matière d’accès au
financement”

”

Le 13 juin 2023, en partenariat avec Equipop, nous avons entamé une mobilisation des Organisations de Femmes Francophones d'Afrique Centrale et de l'Ouest (OFACO), afin d'attirer l'attention des dirigeants prenant part au Sommet NPF, sur **le manque de financement dont souffrent nos organisations**. Nous ne souhaitons pas qu'une fois de plus, des décisions qui allaient avoir un impact sur notre travail soient prises en notre absence. Les échanges nous ont menés au-delà des thématiques que nous avons définies au préalable à savoir **la justice climatique et l'autonomisation des femmes**.

Pour l'**Association Parler D'Elles**, publier "**Afin de mieux financer**" c'est assumer le rôle que nous nous sommes assigné en mettant en œuvre l'Initiative pour l'Égalité et la Coopération en Francophonie, à travers laquelle nous avons mené cette mobilisation.

"**Afin de mieux financer**" n'est pas le rapport d'une étude qui répond à des standards académiques, mais une photographie à date de la situation, une prise de parole à la suite de précédents travaux. Il s'agit notamment de "**Où est l'argent pour l'organisation des mouvements féministes ?**" (2021) de AWID, ou de "**Où est l'Argent pour les mouvements féministes noirs**" (2023) du Black Feminist Fund. Il s'agit également du travail de recherche régulièrement mené par des fonds de femmes nationaux ou régionaux, comme **le Fonds pour les Femmes Congolaise** (FFC), le **Fonds Pananetugri** ou **XOESE**, le **Fonds pour les Femmes Francophones** ou des fonds de plus grande taille comme **Urgent Action Fund Africa**.

Nous avons également voulu partager ces données pour attirer l'attention des acteurs clés sur le fait que les OFACO ont des difficultés plus marquées en matière d'accès aux financements que leurs organisations sœurs d'autres régions du continent africain. Ces organisations évoluent dans des contextes marqués par des **crises -climatique, alimentaire, politique et sécuritaire- qui sont peu visibles sur la scène internationale**. Ces crises ont un impact direct sur les OFACO et leur accès aux financements.

Nous avons intitulé ce rapport "**Ce qu'il faut questionner afin de mieux financer**" car les conversations que nous avons eues ont fait émerger des questions profondes. Partager ces questions sont une manière pour nous de relancer les conversations autour de ce sujet, et encourager la mise en œuvre de nouveaux projets de recherche autour des besoins spécifiques des OFACO.

LAETITIA TONYE LOE
DIRECTRICE EXÉCUTIVE
PARLER D'ELLES (APDL)
ltonyelo@ a-pdl.org

RÉSUMÉ

“Les parties prenantes sont encouragées à faire évoluer les paradigmes et développer de nouvelles pratiques et de nouveaux modèles économiques”

”

Plus de 80 militantes et leaders d'organisations de femmes d'Afrique Centrale et de l'Ouest se sont réunies en juin 2023 en prélude au Sommet pour un Nouveau Pacte Financier mondial. Cette mobilisation, qui avait pour but de mener un plaidoyer collectif pour améliorer l'accès des OFACO aux financements autour de cet évènement, a mené une enquête en ligne et une conversation plus large sur l'accès aux financements des OFACO.

Les demandes des OFACO en lien avec leur accès aux financements durant ce processus ont été regroupées en trois principales catégories : **l'efficacité des programmes de renforcement de capacités, l'adaptabilité des mécanismes de financements**, et une meilleure **représentativité au sein des espaces décisionnels internationaux** tels que le Sommet NPF.

Les parties prenantes sont encouragées à faire évoluer les paradigmes et développer de nouvelles pratiques et de nouveaux modèles économiques .

INTRODUCTION

“Comment des décisions informées pour promouvoir et défendre les droits des femmes de ces régions peuvent être prises si elles sont faiblement représentées à la table de discussion ?”

”

La France a accueilli le **Sommet pour un Nouveau Pacte Financier Mondial** (Sommet NPF) du 22 au 23 juin 2023. Un rendez-vous international qui avait pour ambition de **contribuer à mobiliser davantage de ressources, améliorer la coopération pour lutter contre le réchauffement climatique, ainsi favoriser le développement durable**. Pourtant, les engagements pris par de nombreux gouvernements (notamment durant le Forum Génération Égalité en 2021), les organisations de femmes restent sous-financées.

Dans son rapport intitulé **“Où est l’argent pour l’organisation des mouvements féministes?”** (2021), l’Association pour les droits des femmes dans le développement relève cette situation. Seulement **0,13 %** de l’aide publique au développement officielle, seulement **0,4 %** de toute aide en lien avec les thématiques du genre et seulement **0,4 %** des subventions de fondations sont affectées aux droits des femmes.

En outre, la représentativité des organisations de femmes francophones d’Afrique Centrale et d’Afrique de l’Ouest (OFACO) lors des grands rendez-vous tels que le Sommet NPF interroge : **Comment des décisions informées pour promouvoir et défendre les droits des femmes de ces régions peuvent être prises si elles sont faiblement représentées à la table de discussion ?** En prélude du Sommet NFP, l’Association **Parler D’Elles** (Cameroun) a organisé une mobilisation en partenariat avec l’Association **Equipop** (France), avec la collaboration du **Réseau des Jeunes Féministes d’Afrique Centrale** (REJEFEMAC) et l’Association **Tchouwoure** (Togo). Cette mobilisation avait pour objectif d’améliorer la participation des OFACO au processus dudit sommet ainsi qu’aux processus similaires à venir. Plus de quatre-vingt militantes et représentantes d’OFACO se sont mobilisées autour de cette action. Cette mobilisation a permis de recueillir des **recommandations importantes** pour répondre aux **besoins de financement** des OFACO.

La publication de ce rapport a pour but d'apporter aux partenaires de développement et aux dirigeants d'Afrique francophone une **vision actualisée des discussions en matière de financement et de renforcement des capacités des OFACO**, à partir de leur propre point de vue OFACO.

Ce rapport s'adresse aux professionnels du développement international et de la philanthropie. Il est articulé autour d'une question principale : **“Du point de vue des OFACO, quels sont les facteurs qui peuvent favoriser ou limiter leur accès aux financements?”**

Plusieurs sous-questions ont guidé notre travail :

- Quelles décisions doivent être prises par les décideurs à travers des processus tels que le Sommet NPF afin de contribuer à améliorer l'accès aux financements des OFACO?
- Du point de vue des OFACO, quels sont les éléments qui favorisent ou limitent leur accès aux financements et leur contribution au développement durable?
- Quels sont les facteurs sous-jacents en lien avec les précédents éléments qui influencent les systèmes d'aide au développement et d'aide humanitaire ainsi que l'accès des OFACO aux financements ?
- Quels leviers peut-on actionner afin de faire évoluer les systèmes du non-profit et favoriser l'accès des OFACO aux financements ?



Les objectifs de développement durable seront plus rapidement atteints si les parties prenantes questionnent leur façon de financer les OFACO

MOBILISÉES POUR ÊTRE ÉCOUTÉES

Deux temps majeurs ont permis de réunir les données qualitatives présentées et analysées dans ce rapport : une session d'information autour des enjeux du forum s'est déroulée en ligne le 15 juin 2023 ainsi qu'une enquête a été menée en ligne du 10 au 30 août 2023.

01



La concertation s'est articulée autour de diverses activités à savoir :

- Des échanges avec des expertes
- Une session d'information en ligne
- Une enquête de suivi en ligne.

Concernant le processus, il s'est déroulé autour des activités citées précédemment. Tout d'abord, des échanges ont eu lieu avec des organisations sœurs, notamment Equipop ainsi que des expertes et têtes de réseau afin d'établir une stratégie et préparer une session d'information sur la tenue du sommet, et formuler des recommandations (avec les participantes) à soumettre aux organisateurs du sommet NPF. Ensuite, un appel à inscriptions a été publié afin d'inciter des militantes à participer à la session d'information qui s'est tenue le 15 juin 2023 sur Zoom de 10h à 12h GMT. L'appel à mobilisation a été partagé le 12 juin sur les réseaux sociaux d'Equipop et de l'association Parler D'Elles mais également partagé par email auprès de militantes. 82 personnes se sont inscrites à ladite session d'information et 36 y ont participé. La session était facilitée par Kaya Sy coordinatrice plaidoyer pour Equipop Afrique de l'Ouest et Laetitia Tonye Loe Directrice Exécutive de l'association Parler D'Elles.

Concernant la session d'information à proprement parler, elle a connu trois temps majeurs: Premièrement, le propos liminaire et la présentation du sommet à venir. Deuxièmement, la présentation de potentielles actions de plaidoyer. Troisièmement, les groupes de discussion parallèles autours de trois thématiques précises.

Une session portant sur **“le travail des organisations de femmes et le climat”** a été animée par Caroline Mveng Présidente du REJEFEMAC. Une session portant sur **“l'autonomisation et leadership des femmes”** a été animée par Reyanath Toure de Tchouwoure et une session portant sur le **“plaidoyer féministe en Afrique centrale et de l'ouest”** a été animée par Laetitia Tonye Loe. Ces sessions parallèles avaient pour but d'identifier les demandes à adresser aux organisateurs du sommet NPF afin d'améliorer la contribution des OFACO au processus du sommet.

Chaque session a permis de tirer des recommandations importantes qui sont présentées dans ce rapport.



Afin d’approfondir notre analyse des données collectées durant les étapes précédentes, une enquête en ligne a été menée auprès des militantes inscrites à la session d’information du 15 juin 2023.

Un formulaire Google a été partagé auprès de ces dernières afin de collecter de nouvelles recommandations.

Le questionnaire était structuré en deux parties. La première partie reprenait le contexte de l’enquête, ainsi qu’un résumé des recommandations précédemment collectées. La seconde partie consistait en une série de questions soumises aux répondantes à savoir :

- “Afin d’améliorer le financement des organisations de femmes francophones par les bailleurs de fonds privés et institutionnels internationaux, partagez avec nous vos recommandations/contributions” ;
- “Afin de contribuer à une plus grande autonomisation des femmes et améliorer la participation des organisations de femmes à la lutte contre la pauvreté, partagez avec nous vos recommandations/contributions” ;
- “Pour l’amélioration de la participation des organisations de femmes à la lutte contre les changements climatiques, partagez avec nous vos recommandations/contributions”

Nous avons reçu 18 réponses à ce questionnaire entre le 10 et le 30 août 2023. Ces recommandations ont été regroupées et analysées et seront ainsi partagées dans la section suivante.

LES DEMANDES :
EFFICACITÉ
ADAPTABILITÉ
REPRÉSENTATIVITÉ

02

RECOMMANDATIONS OPÉRATIONNELLES

EFFICACITÉ DES PROGRAMMES DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS

Plusieurs recommandations des militantes et leaders d'organisations de femmes concernent la **mise en place de programmes de renforcement de capacités (RC)**. Ces programmes leur permettraient d'**améliorer leur capacité à gérer des financements, à mettre en place des structures de gouvernance solides ou d'améliorer leur communication**. Cela leur permettrait tout simplement de construire des organisations plus solides et d'**améliorer leur efficacité et leur durabilité**.

ADAPTABILITÉ DES MÉCANISMES DE FINANCEMENTS

L'accès à des mécanismes de financement adaptés est crucial pour soutenir les activités des OFACO. Des organisations relèvent les difficultés liées à **l'inadéquation entre les critères d'éligibilité, les procédures de soumissionnement mais également les cadres de redevabilité** mis en place par la majorité des bailleurs de fonds et le contexte dans lequel leurs organisations évoluent. L'une des demandes fortes des militantes est **la mise en place par les partenaires de développement de mécanismes de financement adaptés aux besoins spécifiques de ces organisations, ainsi qu'à leurs contextes**.

REPRÉSENTATIVITÉ AUX ESPACES DÉCISIONNELS INTERNATIONAUX

Les OFACO expriment le besoin d'**accéder aux espaces décisionnels internationaux** pour faire entendre leur voix et défendre leurs droits. Ces espaces comprennent les forums internationaux tels que les conférences des Nations Unies et les réunions des organisations régionales et autres rendez-vous tels que le Sommet pour un Nouveau Pacte Financier Mondial. En participant à ces espaces, les OFACO peuvent **influencer les politiques et les décisions** qui affectent la façon dont elles sont financées. La participation aux espaces internationaux contribuera également à améliorer la visibilité de ces organisations et de leurs leaders. Une meilleure participation aux discussions internationales contribuera à **renforcer leur pouvoir politique** de même qu'à leur **offrir davantage d'opportunités de financement**.

RECOMMANDATIONS TELLES QUE FORMULÉES PAR LES RÉPONDANTES DE L'ENQUÊTE EN LIGNE

JUSTICE CLIMATIQUE

- 01.** **Financer** davantage **les actions** de sensibilisation sur l'impact des questions environnementales et climatiques, ainsi que leur impact sur les droits des femmes
- 02.** **Faciliter l'accès aux financements** en lien à la lutte contre les changements climatiques pour les organisations dirigées par des femmes, et/ou dont le domaine d'intervention concerne directement les droits des femmes
- 03.** **Financer** le renforcement de capacités des organisations et militantes, afin d'encourager et soutenir l'engagement des femmes pour la lutte contre le changement climatique
- 04.** **Faciliter la participation** des organisations de femmes, têtes de réseaux et autres figures féministes aux différents rendez-vous internationaux où les questions climatiques et environnementales sont discutées
- 05.** **Financer les projets d'autonomisation** de femmes et filles incluant la **production d'énergies vertes** ou la transition vers des **activités génératrices de revenus sensibles à l'environnement.**
- 06.** **Créer un fonds orienté climat** pensé et géré par des représentantes des mouvements féministes d'Afrique francophone. Ce fonds aura pour but d'une part de renforcer la capacité des organisations de femmes à participer à la lutte contre les changements climatiques. D'autre part, d'accompagner les acteurs des **économies vertes** afin d'améliorer leur capacité à prendre en compte la dimension genre de leur travail.

RECOMMANDATIONS TELLES QUE FORMULÉES PAR LES RÉPONDANTES DE L'ENQUÊTE EN LIGNE

AUTONOMISATION ET LEADERSHIP

- 01.** **Améliorer la prise en compte des variations de coûts liés à l'inflation** dans la mise en œuvre et l'évaluation des projets liés au leadership et l'autonomisation des femmes, notamment les activités génératrices de revenus.
- 02.** **Soutenir les communautés d'apprentissage** et les cadres de renforcement de capacités
- 03.** **Financer** des programmes pluriannuels en matière de leadership et d'autonomisation.

RECOMMANDATIONS TRANSVERSALES

TELLES QUE FORMULÉES PAR LES RÉPONDANTES DE L'ENQUÊTE EN LIGNE

- **Créer des cadres de concertation** afin de permettre aux organisations de base de participer davantage et de façon transparente aux processus tels que le Sommet pour un Nouveau Pacte Financier Mondial
- **Mettre sur pieds une “grande” plateforme de communication** sur les activités des OFACO
- Les bailleurs de fonds et donateurs devraient **mettre à côté les stéréotypes qu'ils ont toujours envers les organisations féminines** qui font qu'ils les financent avec peu d'argent par rapport aux organisations dirigées par les hommes
- **Alléger les procédures** de soumissionnement pour les appels à projets
- Prendre en compte la **situation des femmes dans les milieux non sécurisés**
- **Créer des plateformes afin d'amplifier les voix** des organisations de femmes et faire connaître leur travail
- **Financer la formalisation de groupes de femmes autonomes**
- **Renforcer les partenariats avec le secteur privé**, développer des modes de financement alternatifs
- **Renforcer les capacités des militantes et figures féministes** en matière de communication et de plaidoyer
- Financer les organisations de base et les **former en matière de gestion des fonds**

QUESTIONNER LES PARADIGMES ET ATTITUDES DES BAILLEURS DE FONDS

OR

Tous les éléments évoqués précédemment ne pouvant être analysé dans le cadre ce rapport, nous avons concentré nos efforts sur les plus prééminents et redondants. Les éléments qui ne sont pas développés ici pourront faire l'objet de recherches ultérieures.

RISQUES, FLEXIBILITÉ ET PRÉJUGÉS

Les OFACO évoluent dans un cercle vicieux : **elles ne reçoivent pas suffisamment de financements, car leurs structures ne répondent pas à certains standards.** Les bailleurs évoquent le risque important liés à la capacité des OFACO à respecter ces standards en matière de redevabilité. En conséquence, les OFACO ne parviennent pas à atteindre ces normes, ce qui entrave leur capacité à obtenir des financements.



Cercle vicieux du sous financement

Les OFACO ne reçoivent pas suffisamment de financements, car leurs structures ne répondent pas à certains standards



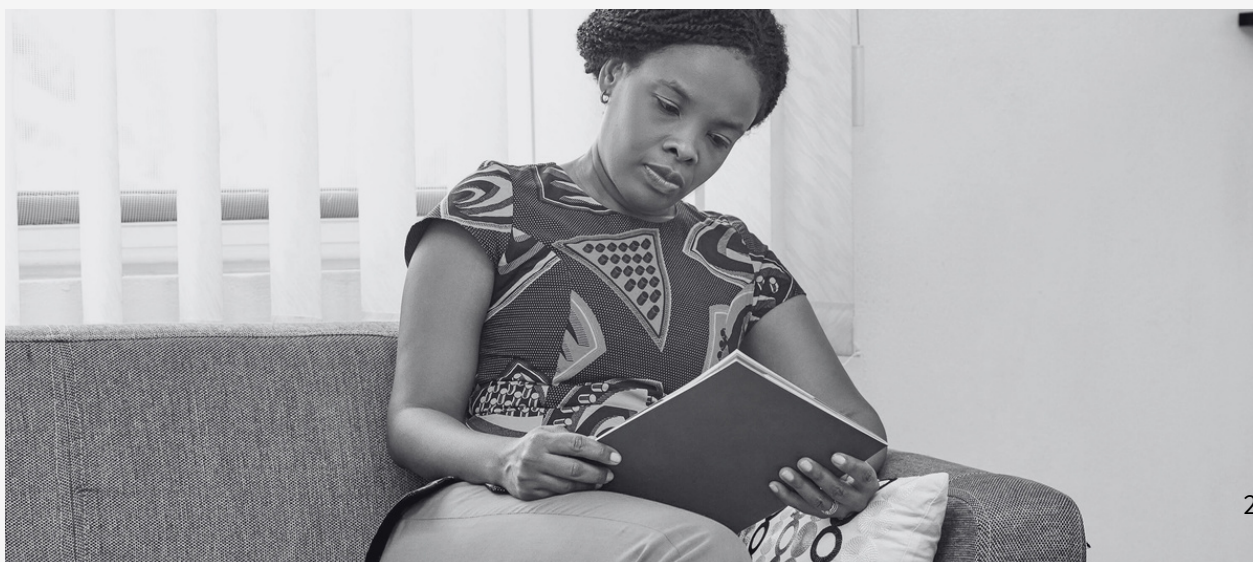
La flexibilité renforce les stéréotypes

les financements flexibles apportent des solutions mais l'usage du terme "flexible" peut, renforcer des stéréotypes liés à l'incapacités des OFACO



Risque surévalué
Expertise sous-évaluée

L'expertise des OFACO n'est pas assez mise en valeur, les risques liés à la redevabilité sont mis en avant. Le risque global quant au financement des OFACO semble donc plus important



RISQUES, FLEXIBILITÉ ET PRÉJUGÉS

Les OFACO évoluent dans un cercle vicieux : elles ne reçoivent pas suffisamment de financements, car leurs structures ne répondent pas à certains standards. Les bailleurs évoquent le risque important liés à la capacité des OFACO à respecter ces standards en matière de redevabilité. En conséquence, les OFACO ne parviennent pas à atteindre ces normes, ce qui entrave leur capacité à obtenir des financements.

Pour rompre et mettre fin à ce cercle vicieux, il est impératif de reconnaître l'importance des **financements flexibles**. Cependant, nous encourageons vivement les parties prenantes à examiner attentivement les implications liées à l'utilisation de cette terminologie. Bien que les financements flexibles puissent apporter un soutien à court terme, l'usage du terme "**flexible**" peut, à long terme, renforcer des stéréotypes.

Cela peut inclure l'idée et la perception que les organisations de femmes bénéficient de mesures "allégées" simplement parce qu'elles ne sont pas à la hauteur. **De plus, la flexibilité dépend entièrement des critères des bailleurs de fonds et ces caractéristiques ne sont pas universelles.** D'où l'importance de reconnaître que la mise en place de mécanismes de financement adaptés ne relève pas de la flexibilité pour les bailleurs de fonds, mais constitue plutôt une nécessité pour garantir le succès de leurs projets. En modifiant les terminologies, il serait possible de contribuer à l'évolution des perceptions et des représentations qui contribuent au maintien des OFACO dans le cercle vicieux du manque de financements.

RISQUES, FLEXIBILITÉ ET PRÉJUGÉS



En ce qui concerne l'appréciation des risques liés au financement des OFACO, **souvent jugés importants, un changement de paradigme s'impose également.** Notre perspective est qu'il est crucial d'évoluer vers un paradigme où la contribution des organisations de femmes à la réalisation des **objectifs de développement durable** est pleinement reconnue et valorisée. Ainsi, les bailleurs de fonds pourraient reconsidérer leur perception des risques en reconnaissant l'importance de l'expertise des OFACO pour la réussite de leurs programmes. Les organisations de femmes possèdent souvent une connaissance approfondie des besoins et des défis auxquels sont confrontées les femmes dans leurs communautés, leur permettant de concevoir **des programmes plus adaptés et efficaces que des politiques générales déconnectées du terrain.** Il est donc essentiel de souligner que cette valeur ajoutée dépasse largement les risques souvent évoqués par les bailleurs de fonds.

TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Nous exhortons nos partenaires à questionner leurs approches actuelles en matière de renforcement des capacités des OFACO. Bien que cette question soit au cœur des discussions depuis les années 90 et que des programmes aient été mis en œuvre, de nouvelles générations d'organisations continuent de faire face aux mêmes difficultés organisationnelles.



Programmes de RC trop courts et besoin d'acteurs dédiés

Les formations ponctuelles ne suffisent pas à créer une évolution durable



Développement personnel non priorisé

Les conditions de travail des dirigeantes d'OFACO ne leur permet pas de bâtir des plans de vie et carrière stable



Travail non rémunéré et précarité

Le travail non rémunéré contribue à la précarité des leaders d'OFACO et freinent le développement organisationnel

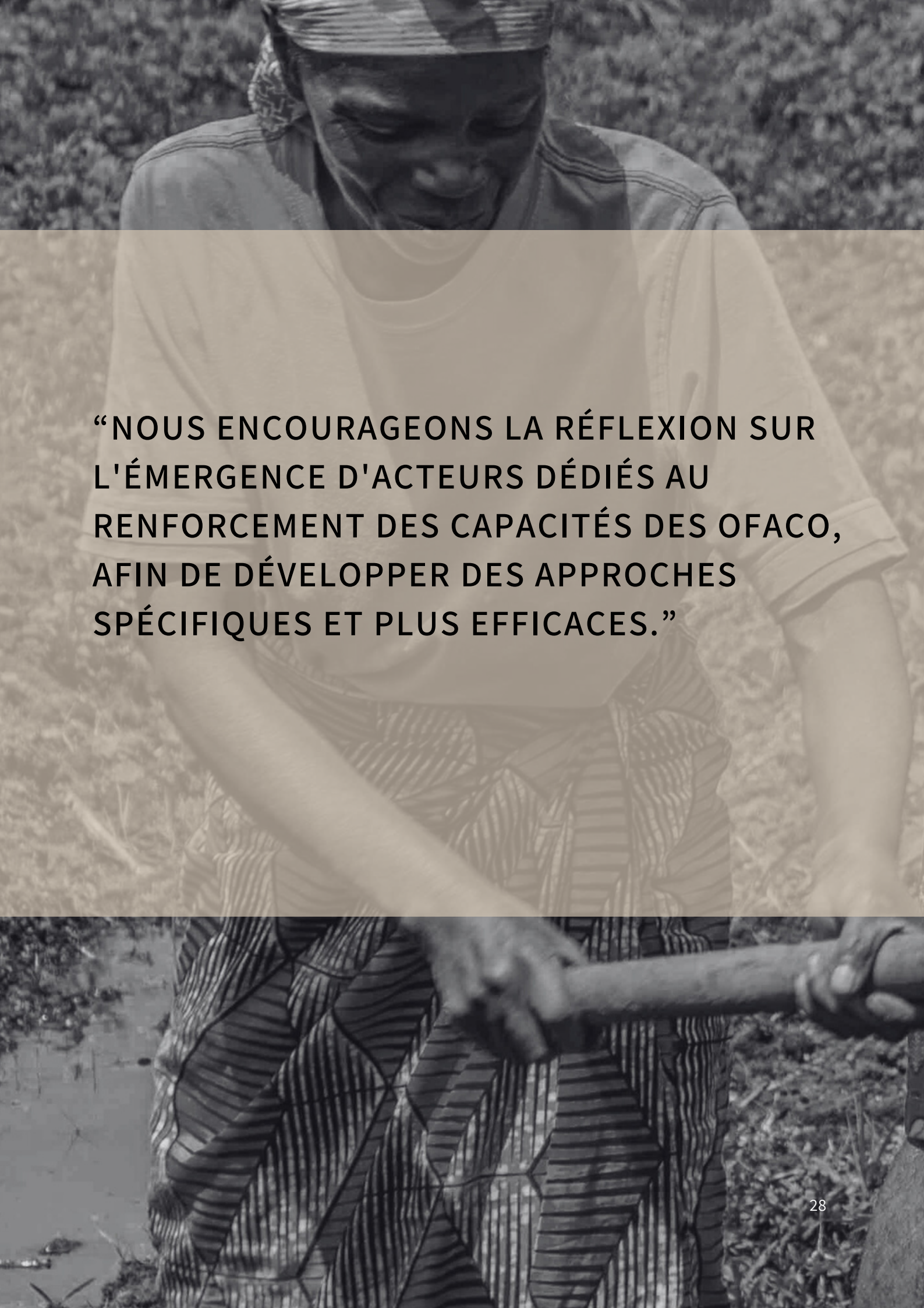


TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Les échanges avec les militantes et notre revue de la littérature nous ont poussés à remettre en question l'efficacité des approches actuelles. Il est essentiel de prendre en compte la nécessité de concevoir des programmes dédiés exclusivement au renforcement des capacités, accompagnés d'un soutien à moyen terme qui prennent en compte le développement personnel des leaders d'OFACO. Les dirigeantes d'organisations de femmes sont fréquemment confrontées à des défis spécifiques liés à leur statut dans la société, **tels que la discrimination, le manque d'accès aux ressources et aux financements, ainsi que les stéréotypes de genre.**

Dans certains contextes, elles font également l'objet de représailles en raison des discours liés à l'émancipation des femmes qu'elles tiennent dans leurs communautés. Pour renforcer les capacités de leurs organisations, **il est donc essentiel de prendre en compte le développement personnel des militantes**, qui ne peuvent construire des organisations solides sans développer des plans de vie et de carrière robustes. Nous encourageons tous les acteurs à réfléchir à cette question.

Au surplus, un autre argument en faveur d'une **nouvelle approche du renforcement des capacités** est la nécessité de prendre en compte sa dimension holistique et temporelle. Il ne suffit pas simplement de dispenser des formations ponctuelles, mais il est essentiel de travailler avec les organisations de femmes à moyen terme pour les aider à développer des compétences et des capacités durables. Cela implique souvent un accompagnement personnalisé pour identifier les besoins spécifiques de chaque organisation et élaborer un plan d'action adapté. La mise en place de programmes durables de coaching pourrait également être bénéfique.



“NOUS ENCOURAGEONS LA RÉFLEXION SUR L'ÉMERGENCE D'ACTEURS DÉDIÉS AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES OFACO, AFIN DE DÉVELOPPER DES APPROCHES SPÉCIFIQUES ET PLUS EFFICACES.”

Concernant le travail non rémunéré des leaders d'OFACO

La problématique du travail non rémunéré des militantes a déjà été abordée lors du **Forum Francophone de 2021**, organisé par XOESE. Il est crucial de s'interroger sur l'impact du coût du **travail non rémunéré des leaders d'OFACO** qui participent régulièrement à des événements ou réunions où leur expertise est sollicitée, mais sans rémunération. Le travail non rémunéré des militantes constitue un facteur de paupérisation, favorisant la précarité chez les dirigeantes d'OFACO et limitant leur capacité à développer des organisations fortes ainsi qu'à renforcer leur pouvoir d'influence dans leurs communautés.

SECTEUR PRIVÉ ET NOUVEAUX MODÈLES ÉCONOMIQUES

Dans un contexte de crises où les subventions sont réduites, il devient impératif pour OFACO de questionner la pertinence de leurs modèles économiques actuels.



Réduction de l'Aide Publique au Développement en raison des crises sécuritaires

Les Nations Unies s'inquiètent des décisions de réduction des engagements de certains grands donateurs



Engagement relatif des entreprises au niveau local pour l'égalité des genres

Les organisations de femmes reçoivent peu d'appui financier et financier même des entreprises multinationales



Modèles économiques centrés sur l'accès aux subvention

La source de financement de nombreuses OFACO ce sont les subventions, les sources ne sont pas diversifiées



SECTEUR PRIVÉ ET NOUVEAUX MODÈLES ÉCONOMIQUES

Nous recommandons aux OFACO de **diversifier leurs sources de financement et de ne plus être exclusivement tributaires des bailleurs de fonds traditionnels**. L'établissement de partenariats avec **le secteur privé** se profile comme une stratégie incontournable, offrant aux organisations féminines des ressources financières et non financières supplémentaires, indispensables à la réalisation de leurs objectifs à long terme et à l'amplification de leur impact sur la société.

En collaborant étroitement et activement avec le secteur privé, les organisations de femmes peuvent accéder à des **compétences, outils, ressources, et à des connaissances de haut niveau**, rehaussant et augmentant ainsi leur capacité à atteindre leurs objectifs ambitieux. Ces partenariats privilégiés ne se limitent pas à l'aspect financier, mais s'étendent à une synergie d'expertises qui enrichit le tissu organisationnel des entités féminines. De surcroît, ces alliances stratégiques contribuent à accroître la sensibilisation du public aux enjeux de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, favorisant ainsi un renforcement de l'engagement des communautés. Il se pose alors la question de l'engagement des compagnies privées au niveau local et national.

Il est crucial de souligner que **l'essor de ces partenariats requiert une refonte significative du paradigme de fonctionnement prévalant au sein des OFACO**. Il implique une réévaluation profonde des modèles économiques sous-jacents à ces entités, tout en redéfinissant leurs liens avec les communautés qu'elles servent, tout en se professionnalisant. Ce changement de perspective exige des réflexions approfondies et un leadership robuste au sein des mouvements féministes, **ainsi qu'un renforcement conséquent des compétences des organisations et de leurs dirigeantes**.

Le renforcement de capacités revêt une importance cruciale dans cette dynamique, permettant aux organisations de femmes de mieux appréhender le fonctionnement des entreprises, les politiques nationales et internationales, ainsi que de saisir les concepts inhérents à la responsabilité sociale d'entreprise, au marketing et aux relations publiques. Cette montée en compétence est essentielle pour garantir une collaboration fructueuse avec le secteur privé et maximiser l'impact des actions menées en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. En somme, **une approche holistique et stratégique, combinant une diversification et interconnexion des financements, partenariats éclairés et renforcement de compétences,** s'avère nécessaire pour propulser les organisations de femmes vers une nouvelle ère de succès et de durabilité.

CONCLUSION

“Les bailleurs doivent assumer la responsabilité d’adapter leurs programmes de financements aux réalités locales”



La mobilisation organisée par l'association **Parler D'Elles**, entre le **15 juin 2023 (session d'information)** et les 15 et 30 août 2023 (enquête en ligne) avait pour but ultime d'attirer l'attention des dirigeants prenant part au **Sommet Nouveau Pacte Financier Mondial** sur **le manque de financement** dont souffrent les organisations de femmes en Afrique francophone.

Cette mobilisation a permis d'identifier les lacunes et les opportunités liées au financement des associations de femmes francophones d'Afrique centrale et de l'Ouest malgré les efforts et les engagements qui ont été pris par les bailleurs de fonds ces dernières années. Cette mobilisation a également permis de formuler des **demandes importantes** non seulement pour **répondre aux besoins urgents des organisations de femmes d'Afrique francophone en matière de financement**, mais aussi pour optimiser leur **action dans la lutte contre la pauvreté et le changement climatique**.

Les 80 organisations et militantes qui ont participé à ce processus ont évoqué des besoins réels dont la prise en compte peut encore être améliorée. Les besoins en ressources financières sont importants, pourtant **la problématique de l'accès aux financements des OFACO ne se limite pas à la question des modalités d'attribution des subventions et du respect des cadres de redevabilité**. Nous avons relevé la complexité du problème et des dimensions parfois sous explorées, voire taboues qui le constituent.

Les demandes peuvent être réunies en trois groupes : l'**efficacité** des programmes de renforcement de capacités, l'**adaptabilité** des mécanismes de financements, et une meilleure **représentativité** aux espaces décisionnels internationaux tels que le Sommet NPF.

L'**évaluation biaisée des risques et la persistance**, l'**incomplétude des programmes de renforcement de capacités** et la **persistance du travail non rémunéré**, ainsi que la **pertinence des modèles économiques des OFACO** dans le **contexte de crises global** et le **manque d'engagement du secteur privé**, sont les facteurs sous-jacents que nous avons étudiés pour comprendre ces problèmes d'**efficacité**, **adaptabilité** et **représentativité**.

Concernant **l'évaluation et la gestion des risques nous avons relevé les dimensions** suivantes :

- La prévalence de cercles vicieux du sous-financement des OFACO
- L'existence de stéréotypes liés à l'incapacité d'organisations dirigées par des femmes à gérer des financements
- La surévaluation des risques en matière de redevabilité et la sous évaluation de l'expertise des OFACO

CONCLUSION

Nous avons également traité du **travail non rémunéré des leaders d'OFACO et du renforcement des capacités des OFACO de leurs leaders** et relevé plusieurs dimensions du problème :

- L'implémentation de programmes de RC souvent trop courts et les stratégies d'acteurs dédiés ne prenant pas en compte la dimension temporelle et holistique du RC
- Un manque de priorisation dans la prise en compte du développement personnel des leaders d'OFACO
- La contribution du travail non rémunéré des leaders OFACO à leur précarisation avec un impact négatif sur le développement de leurs organisations

Enfin nous avons analysé l'**efficacité des modèles économiques des OFACO et leur capacité à collaborer avec le secteur privé** à la lumière du contexte géopolitique global. Nous avons relevé plusieurs éléments clés :

- Réduction de l'Aide Publique au Développement en raison des crises sécuritaires
- Engagement relatif des entreprises au niveau local
- Modèles économiques centrés sur l'accès aux subventions

Afin de créer un changement positif pour les OFACO, nous recommandons dans un premier temps une **prise de conscience réelle des parties prenantes** aussi bien les bailleurs de fonds que les OFACO quant au rôle qu'elles jouent dans les systèmes.

Concernant les **bailleurs de fonds**, il s'agira notamment pour eux d'**assumer davantage leur responsabilité de s'adapter aux contextes locaux**, plutôt que continuer de faire reposer la réussite de leurs programmes, sur la capacité des OFACO à fonctionner selon des **règles souvent déconnectées des contextes locaux**.

Concernant les OFACO, nous souhaitons **mettre un accent sur l'interrogation des modèles économiques** et encourager ces dernières à penser de nouvelles façons de générer du revenu. Nous encourageons également à **étudier davantage de possibilités de collaborer avec le secteur privé au niveau local**. Nous attirons l'attention des acteurs de la coopération internationale sur l'opportunité éventuelle de négocier des accords de coopération économique qui pourraient favoriser des cadres plus incitatifs pour les compagnies privées au niveau national.

CONCLUSION

Améliorer le financement par les acteurs locaux pourrait être une solution durable et plus engageante pour les communautés. Ce pourrait également permettre de faciliter l'adaptation des mécanismes de financement aux réalités locales. Finalement, développer les opportunités au niveau local pourrait également permettre un engagement communautaire plus fort en ce qui concerne l'égalité des genres.

Nous encourageons les actrices des mouvements féministes et de femmes, ainsi que les acteurs de la coopération internationale présents en Afrique centrale et de l'ouest à contribuer à et à soutenir des projets de recherche qui permettront d'approfondir les questions que nous posons dans ce rapport.

Avant de clôturer ce rapport, nous souhaitons saluer le travail des fonds de femmes présents en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest qui prennent déjà en compte certains éléments évoqués ici, bien que les ressources soient limitées et leur action puissent davantage adresser certaines questions.

Si beaucoup de questions se posent, toutes ne peuvent trouver de réponses au même moment. APDL croit en l'action collective comme premier pas pour le changement des systèmes. Nous concluons ce rapport sur un appel à la collaboration que nous formulons autour d'une dernière question :

“Quels partenariats entre les institutions déjà engagés pour une diplomatie féministes et les OFACO peuvent faire évoluer le système et les règles du jeu afin de mieux financer les organisations de femmes d'Afrique centrale et de l'Ouest ?”

SOURCES

“Afin de créer un changement positif pour les OFACO nous recommandons dans un premier temps une prise de conscience réel des parties prenantes”

”

BIBLIOGRAPHIE

- **Rapports**

L'Association pour les droits des femmes dans le développement (2021) Où est l'argent pour l'organisation des mouvements féministes?

Black Feminist Fund (2023). Où est l'argent pour les Mouvements Féministes Noirs?

- **Articles**

CAZABAT Christelle, « Les stratégies de renforcement des organisations de la société civile en Afrique subsaharienne, nouvel éléphant blanc de l'aide au développement ? L'exemple du Cameroun », Mondes en développement, 2016/1 (n° 173), p. 79-91. DOI :10.3917/med.173.0079.URL:https://www.cairn.info/revue-mondes-en_developpement-2016-1-page-79.htm

VOUHÉ, Claudy. Mythes et limites du bénévolat dans la construction des savoirs féministes : Genre en Action, réseau francophone pour l'égalité de genre In : Expertes en genre et connaissances féministes sur le développement : Qui sait ? [En ligne]. Paris, Genève : Graduate Institute Publications, 2017 (généré le 07 février 2024).

- **Webographie**

Jasmin Blessing. Les femmes sont la clé de l'avenir de l'action climatique en Afrique, Programme des Nations Unies pour le Développement “, (2023), <https://climatepromise.undp.org/fr/news-and-stories/les-femmes-sont-la-cle-de-lavenir-de-laction-climatique-en-afrique> (21/02/2024).

Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. “Pourquoi les femmes doivent être au cœur de l'action climatique” (2022), <https://www.unwomen.org/fr/nouvelles/article-explicatif/2022/03/pourquoi-les-femmes-doivent-etre-au-coeur-de-laction-climatique> (21/02/2024).

Global dev. “Financer les objectifs de développement en temps de crise”, <https://globaldev.blog/fr/financer-les-objectifs-de-developpement-en-temps-de-crise/> (21/02/2024).

BIBLIOGRAPHIE

- **Webographie**

Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes France. "Les femmes, actrices essentielles dans la lutte contre le changement climatique, entre autonomisation et accès à la gouvernance" (2020)

<https://www.onufemmes.fr/nos-actualites/2020/7/17/les-femmes-actrices-essentielles-dans-la-lutte-contre-le-changement-climatique-entre-autonomisation-et-acces-a-la-gouvernance> (21/02/2024).

Massan D'Almeida, Association québécoise des organismes de coopération internationale. "Francophonie : les forums de XOESE pour établir des ponts collaboratifs" (2023)

<https://aqoci.qc.ca/les-forums-xoese-pour-etablir-des-ponts-collaboratifs/> (21/02/2024).

- **Discours et déclarations**

Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire Générale des Nations Unies, réunion du Conseil économique et social sur les activités opérationnelles de l'ONU pour la coopération internationale en faveur du développement, 17 mai 2022,

<https://unsdg.un.org/fr/latest/announcements/statement-deputy-secretary-general-cuts-official-development-assistance-oda> (21/02/2024).



PARLER D'ELLES



En collaboration avec
POLITICS4HER

ASSOCIATION PARLER D'ELLES
dans le cadre de l'Initiative pour l'Égalité et la Coopération en
Francophonie

contact@a-pdl.org
BP. : 1587
Yaoundé, Cameroun

Ce qu'il faut questionner afin de mieux financer les organisations de
femmes d'Afrique centrale et de l'Ouest

FÉVRIER 2024



PARLER D'ELLES
